

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous.

# le quotidien du peuple

mercredi  
1  
octobre  
1975  
1f50

n° 3  
BP 225 75924 Paris cedex 19

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

## LISBONNE

### bataille pour Radio Renaissance

Mardi en fin d'après-midi, une vive tension régnait à Lisbonne, dans les minutes précédant la manifestation convoquée pour 19 heures par le Parti Socialiste, avec le soutien des partis réactionnaires «Parti Populaire Démocratique (PPD) et Centre Démocrate Social (CDS)», refuges des nostalgiques du régime franquiste, et des organisations réactionnaires de colons rentrés d'Angola. Les travailleurs se dirigeaient de leur côté sur Radio Renaissance qui s'était tue depuis quatre heures du matin, occupés par les régiments de commandos de la caserne d'Amadora, et se préparaient à affronter l'offensive de la réaction.

Cette offensive s'était déclenchée la veille lorsque le nouveau premier ministre, l'amiral Pinheiro de Azevedo, avait décidé l'occupation par l'armée de toutes les stations de radio et de télévision. A peine la nouvelle connue, une importante mobilisation populaire s'est produite. Les travailleurs de Radio Renaissance se sont immédiatement rendus au Chantiers Navals de la Lisnave et de la Setenave, cœur de la classe ouvrière de Lisbonne : les ouvriers de ces chantiers débrayent et partent sur les lieux apporter leur soutien aux travailleurs de l'information. Tandis que les appels d'organisations révolutionnaires se multiplient, les masses se rassemblent sur la place du Rossio, puis au Palais-Foz devant le ministère de l'information tout proche, avant de se rendre devant Radio Renaissance.

Entre temps, les soldats envoyés occuper les radios se sont solidarisés nombreux avec les travailleurs de l'information, rendant ainsi difficile la reprise en mains tentée par le gouvernement. C'est alors que les régiments de commandos de la caserne d'Amadora investissent à leur tour Radio Renaissance : il est quatre heures du matin. Radio Renaissance est muette depuis, tandis que les autres radios se bornent à diffuser les communiqués officiels ou les titres de la presse écrite. Des piquets de travailleurs ont stationné toute la nuit et toute la journée de mardi. On apprend par ailleurs qu'en réaction à la nouvelle, les commissions de travailleurs de Setubal, ville ouvrière de la presqu'île au sud de Lisbonne, ont occupé la caserne ainsi que tous les postes de police (PQP) et de gendarmerie (GNR). Cependant, le PCP, tout en se déclarant «surpris» par la décision du premier ministre, tente de démobiliser les masses en dirigeant une fois de plus ses attaques contre «les éléments gauchistes irresponsables». Le bruit circulait mardi à Lisbonne que la réunion entre les militaires Contreiras (révisionniste), Carvalho et les dirigeants du «Front Uni Révolutionnaire» (où ne figurent pas les marxistes-léninistes) aurait envisagé un moment de tenter la prise du pouvoir.

La situation qui s'est créée à Lisbonne est la suite logique des événements de ces derniers jours : attaque par les chars d'une manifestation de handicapés de guerre, et mise sur pied d'un «Groupe Militaire d'Intervention» chargé de fonctions de répression. Il s'agit en effet, selon le premier ministre, d'en finir avec «les appels à l'indiscipline militaire» et à des «actions séditeuses», notamment le compte rendu par les radios des mobilisations de soldats de ces derniers jours et de la mise à sac de l'Ambassade d'Espagne après l'assassinat des militants anti-franquistes. L'offensive réactionnaire de «mise au pas» engagée début septembre prend de l'ampleur. Mise au pas visant conjointement, aujourd'hui, l'information et l'armée : le GMI doit en être l'instrument.

L'affaire de Radio Renaissance prend à cet égard valeur de symbole. On y trouve face à face : d'une part, le fer de lance du nouveau FMI, les «commandos» d'Amadora, caserne de la banlieue de Lisbonne, équivalent dans les colonies portugaises de nos parachutistes pendant la guerre d'Algérie : troupes spécialisées dans la répression, commandées par le réactionnaire Jaime NEVES, et qui s'étaient déjà distinguées dans la mise à sac des locaux du MRPP au mois de mai. D'autre part, des journalistes et des techniciens qui, après avoir mené une dure lutte contre l'évêché réactionnaire, leur patron, avaient mis leur radio au service des luttes populaires; Radio Renaissance avait donné notamment une large place à la campagne qui avait permis l'acquittement par un tribunal populaire du tractoriste Zé Diogo, accusé d'avoir, en état de légitime défense, liquidé son patron fasciste.

On se souvient que la remise à l'évêché de Radio Renaissance figurait au programme du PS, repris pour l'essentiel par le nouveau premier ministre. Voilà la «liberté de l'information» pour laquelle Monsieur Soares se battait à l'époque de l'Affaire República : celle que la bourgeoisie tolère au bout de ses baïonnettes.

## PARIS

### les patriotes d'Espagne réprimés par les CRS et le service d'ordre du P" C" F

p8



### Giscard arrose le désert français.

p4

## FABRE A L'ELYSEE

### ou les petites manoeuvres de la grande bourgeoisie

## CHINE

### l'octobre 49

### le quart de l'humanité se libère

p6



# mardi 23eme chambre correction nelle Palais de Justice

Quatre jeunes arrêtés samedi soir après la manifestation d'Espagne doivent passer en flagrant délit. Comme par hasard, la séance de 9 heures n'a traité que des événements divers, et l'audience sur cette affaire a été reportée à 11 heures.

Dans le hall du Palais, Stéphane T., 16 ans, couvreur, est là avec son père ; il fait partie des 4. «J'ai été ramassé samedi à 22 heures, au métro Pyramides, par le car du commissariat de l'Opéra. Ils nous ont emmenés, j'ai été interrogé d'abord par un flic qui me tordait les oreilles en me disant : «Je vais te tuer», ensuite un inspecteur de la Brigade Territoriale m'a tabassé jusqu'à ce que je reconnaisse le foulard qu'il me présentait, alors qu'il n'était pas à moi pour pouvoir m'inculper. Ils m'ont lâché lundi soir parce que j'étais mineur et que mon père est venu protester, je suis convoqué et je ne sais pas de quoi je suis inculpé».

A 11 h 45, le procès commence, trois juges dont deux avec la Légion d'Honneur à la boutonnière, beaucoup de police et quelques journalistes. Trois jeunes : Gilles D., 21 ans, étudiant, Jamil H., 20 ans, étudiant, Denis R., 19 ans, chômeur. Aucun n'a jamais été condamné. Le chef d'accusation : bris de clôture. En effet, après la manifestation sur l'Espagne, un groupe d'une trentaine de personnes, en treillis et masquées, a attaqué la succursale de la Banque du Maroc et celle du Chili, place de l'Opéra. Divisés en deux groupes, l'un a tenu en respect le policier en faction, tandis que l'autre démolissait les vitrines. Les 4 inculpés ont été ramassés par le car de police, averti par l'agent en faction, une fois le groupe dispersé. Les jeunes ont été embarqués et inculpés, parce que l'un d'eux avait une veste rouge comme certains membres du commando, et qu'on a trouvé dans la poche de l'un un tract et un demi-ticket de métro où il était écrit : «Les Anars vous emmerdent», l'autre un foulard dans sa poche, le troisième un casque de motocycliste.

Le flic, seul témoin de l'attaque, vient à la barre et affirme n'en reconnaître aucun, sinon la veste de l'un d'eux... Les différents flics de l'équipage du car, dont celui qui a tabassé le jeune Stéphane, se succèdent en se contredisant les uns les autres et révélant par leurs témoignages embarrassés qu'ils les ont ramassés plutôt parce qu'il fallait bien ramasser quelqu'un. Le juge et ses assesseurs sont gênés, le procureur dans son réquisitoire révélera la minceur des «preuves» apportées, et les contradictions des témoignages des policiers, pour conclure sans sourcilier, que ces présomptions suffisent pour justifier l'application de la loi...

Au cours de sa plaidoirie, l'avocat, après avoir flêté «l'impartialité» des flics à la suite d'une «nuit aussi chaude», réclame la relaxe et signale au tribunal le risque de manifestations contre la justice elle-même, s'il y avait une condamnation sur des faits aussi minces. Après trente secondes de délibérations, les 3 jeunes sont relaxés. Quant au jeune Stéphane, personne n'a osé en parler. Visiblement, on a choisi pour cette fois de tenter de préserver le visage «respectable» de la «justice» bourgeoise.

Rappelons que samedi et lundi, 6 manifestants ont été condamnés à la prison ferme sur des indices aussi minces.

## la vie du journal

# GAGNER LA BATAILLE DU QUOTIDIEN DU PEUPLE

Les premiers échos que nous avons pu recueillir sur la diffusion du «Quotidien du Peuple» font état, certes, de difficultés (points de vente non approvisionnés)... Mais, en même temps, se dessinent des faits tout à fait encourageants : dans de nombreux endroits, les stocks sont trop rapidement épuisés. Dans tel kiosque du 20<sup>e</sup>, à 8 h du matin, il n'y a déjà plus de journaux, de la même façon, nous sommes conscients des faiblesses de ces premiers numéros, tant du point de vue de la présentation, que de leur capacité à rendre compte vraiment de l'actualité de chaque jour. A ce sujet, nous avons déjà reçu de nombreuses critiques : articles trop longs, pas assez d'informations, mauvaises photos : elles soulignent une certaine difficulté à sortir de l'hebdomadaire, qui est due à notre inexpérience, tant technique, que journalistique.

Toutes ces critiques témoignent de la volonté d'engager avec le plus de sérieux possible la bataille pour le quotidien, et de l'enthousiasme avec lequel cette bataille est engagée. Elles sont constructives et stimulantes. C'est ainsi que vous pouvez aider votre quotidien à faire

ses premiers pas. L'écho qu'ont rencontré ces premiers numéros auprès des travailleurs, montre déjà à quel point notre projet d'un journal qui associe étroitement ses lecteurs à sa rédaction, qui soit le quotidien du peuple, intéresse les masses. Ce besoin, cette attente, sont vraiment un encouragement à tout faire pour que le «Quotidien du Peuple» soit très vite ce qu'il doit être.

La bataille, nous la gagnerons ensemble, avec tous ceux qui sont en accord avec notre projet et qui veulent contribuer à son succès. Il est possible de se réunir à plusieurs, dans les jours qui viennent, autour des premiers numéros du quotidien, pour envoyer des critiques, des propositions visant à améliorer le journal. Il est possible d'organiser sur ce sujet de véritables réunions publiques, il est possible, enfin, à chacun, en demandant la carte de correspondant du «Quotidien du Peuple» d'être associé, de manière encore plus étroite à la rédaction du journal.

C'est ainsi que, peu à peu, se construira le «Quotidien du Peuple».

## courrier des lecteurs

«Je vous écris, ce matin du 27 septembre, alors que l'on vient d'annoncer l'exécution de quatre des cinq condamnés espagnols et basques. Quel contraste avec la mine réjouie des vacanciers au retour d'Espagne ! Je profite de cette lettre pour vous demander de dénoncer ces «vacances espagnoles» qui, par l'apport d'argent et de devises représentent un ballon d'oxygène pour le franquisme...»

J.L.C. de Crémieu

«La crise, un mot que l'on entend à tout bout de champ, aussi bien par le gouvernement et le patronat, que par les partis de gauche et extrême-gauche. La crise, pour un travailleur, qu'est ce que ça peut vouloir dire ? C'est un mot vague que personne n'a pu, avec des mots clairs, expliquer à la classe ouvrière. Si ce n'est par un mot d'ordre «A LA BOURGEOISIE DE PAYER SA CRISE». Quelle crise, quelle facture, la bourgeoisie doit payer ? Pour tenter de comprendre et tenter de répondre à ces deux questions, en tant que travailleur, et partant des problèmes et données de ma «taule», PERMALI, j'essaie de comprendre...»

Un travailleur de chez PERMALI à Nancy

Des sidérurgistes de la SOLLAC nous envoient des informations sur les récentes mesures de chômage partiel dans la sidérurgie.

Des camarades du groupe Front Paysan nous annoncent un reportage sur les conditions de vie et de travail des saisonniers espagnols à Valros.

De Strasbourg, l'annonce d'un reportage sur les usines BOUSSAC des environs de Remiremont, d'un autre sur la condition des travailleurs frontaliers, du témoignage d'un ouvrier alsacien...

## pris sur le vif

A.P.U.K. (GENNEVILLIERS)

Un travailleur de P.U.K nous explique :

Une dizaine d'exemplaires du numéro 1 vendus. Derrière l'apparente curiosité, on discerne une grande attente et une grande exigence des travailleurs. «Faites vos preuves», c'est ce qu'ils disent. Ils ont conscience que nous ne faisons pas un journal bourgeois et que c'est difficile, ils voient les imperfections des premiers numéros, mais ils sont satisfaits de voir qu'une correspondance sur la mobilisation de l'inter-syndicale contre le régime franquiste ait «passée» aussi vite. Ce qui les intéresse c'est la façon dont ils vont pouvoir être associés à la fabrication du journal. En fin de semaine, on va faire une table ronde autour des premiers numéros... Ce qui sera déterminant pour eux, c'est notre capacité à mettre en correspondance dans les semaines qui viennent ce qu'on dit et le résultat : le journal tel qu'il sera.

PARIS 18ème

«Dans le 18ème, nous organisons vendredi une réunion publique pour discuter du contenu du journal : des gens nous disent : «on n'est pas d'accord avec tout ce que vous dites, mais votre proposition est intéressante on viendra».

un travailleur du livre

«Ce qui m'intéresse dans ce que vous dites, c'est que vous tendrez compte du point de vue des gens même si vous n'êtes pas d'accord qu'on ne se sente pas rejeté parce qu'on est à la C.U.F. du Livre».

# gagnons la bataille de la diffusion

Trouver son Quotidien chaque jour près de chez soi en partant au travail, c'est une condition pour pouvoir le jour même le prêter aux amis, aux connaissances... Retournez ce bon le plus rapidement possible au «service des ventes du QUOTIDIEN DU PEUPLE, B.P. 225 - 75924 PARIS 19, il vous permettra de trouver au kiosque le plus proche les journaux dont vous avez besoin ! Faites circuler largement le QUOTIDIEN DU PEUPLE.



Les quelques éléments que nous avons sur la diffusion en kiosques montrent qu'il existe, et c'est normal, un certain déséquilibre dans l'approvisionnement.

Ce n'est que par l'enquête très attentive de milliers de lecteurs que le «Quotidien du Peuple» pourra mettre sur pieds un réseau efficace de diffusion. Il s'agit, aujourd'hui, non seulement de lutter contre les sabotages les plus grossiers, mais d'ajuster au mieux notre réseau.

Alors, camarades, ouvrez l'oeil ! Ecrivez sans attendre au service des ventes dès que vous constatez une amélioration à apporter. Prenez le soin de noter, de manière précise, le nom et l'adresse des kiosques ou librairies, ainsi que le nom de l'annexe dont ils dépendent (pour Paris), dont vous faites mention ; faute de quoi vous rendrez inefficace toute démarche auprès de NMPP. A compter de la date de réception de votre réclamation, il faut deux jours pour que le changement demandé entre dans les faits.

La bataille de la diffusion est une bataille quotidienne. Celle-ci aussi, c'est ensemble que nous la gagnerons...

## BON A ENVOYER AU QUOTIDIEN DU PEUPLE SERVICE DES VENTES

Pour pouvoir me procurer le Quotidien du Peuple, chaque jour, à coup sûr, près de mon domicile ou de mon travail, voulez-vous le faire déposer

à la librairie .....  
(nom précis de la librairie)  
au kiosque .....  
de Monsieur ..... rue ..... n° ..... ville.....

Je connais d'autres acheteurs intéressés par le Quotidien  
Veuillez donc en mettre en dépôt .....(nombre)

# SOUSCRIPTION

Votre quotidien existe, il faut qu'il vive : le «Quotidien du Peuple» a besoin du soutien financier de tous ceux qui le connaissent. Il est indispensable que chacun contribue à son succès, dans la mesure de ses moyens, si modestes soient ils. Le «Quotidien du Peuple», cela veut dire aussi que c'est du peuple que le journal puise ses ressources.

## JE SOUSCRIS

10 F

50 F

Nom .....  
Profession .....  
Adresse .....

envoyez au Quotidien du Peuple  
BP 225 75924 - Paris Cedex 19  
CCP 23 132 48 F Paris

# PORTUGAL : QUEL AVENIR ?

2

Des événements importants se déroulent aujourd'hui au Portugal, dans la logique du tournant politique qui s'est produit au mois de septembre. Tandis que la bourgeoisie et les partis de la droite classique accentuent leur offensive, les travailleurs se mobilisent pour défendre les acquis d'un an et demi de luttes. Le PCP se trouve désorienté dans la tourmente.

Il est urgent, aujourd'hui, d'ouvrir le débat sur la situation portugaise, afin de pouvoir choisir clairement son camp. Les premiers éléments qui ont été fournis dans nos numéros d'hier et d'aujourd'hui se fixaient ce but là. Nous continuerons à en fournir d'autres. Mais aujourd'hui, pour avancer, nous attendons surtout vos questions, votre point de vue, vos témoignages. Ensemble, examinons la question : où va la révolution portugaise ?

25 avril 1974 : Les œillets sont au bout des fusils, la foule est dans la rue ; Le Portugal apprend à chanter « Grandola vila Morena », la chanson qui a donné le signal du soulèvement militaire. Dans un stade immense, qui portera désormais le nom de ce grand jour, les masses viennent applaudir Soarès, du parti socialiste, Cunhal, du parti communiste, rassemblés à une même tribune. Et le premier de proclamer : « Les communistes sont des portugais à part entière », de défendre leur participation au gouvernement. L'unanimité « démocratique » qui se manifeste semble au dessus des classes. Et qui s'inquiète, dans les groupes qui s'attardent à discuter dans la nuit sur la place centrale du Rossio, que Spinoza, ex-chef d'état-major adjoint de Caetano, devienne le nouveau chef de l'état ?



## LA FIN D'UN « LIBÉRAL »

Caetano est renversé, lui qu'une certaine bourgeoisie européenne avait présenté comme « libéral », et qui avait effectivement « libéralisé »... l'entrée des capitaux étrangers. « Libéralisation » : les tortures moyenâgeuses infligées par la PIDE à la prison de Caxias ont été remplacées par les procédés modernes les plus raffinés de tortures avec gadgets électroniques à l'appui. Et la PIDE s'appelle désormais la DGS !

Le 25 avril, le peuple ne s'y trompe pas : c'est à la chasse aux PIDES qu'il se lance dans la rue. Ce peuple, s'il n'a pas directement renversé le pouvoir, n'est pas pour rien dans les événements, au contraire. Pour le seul mois de février, on relève, entre autres, les grèves de la fonderie d'Oeiras, des usines COMETNA, MELCA, TIMEX, de la Compagnie de filature de Lisbonne, la grève du zèle de la LISNAVE. Les vitrines de certaines banques et compagnies coloniales ont été saccagées au cours de manifestations de soutien aux luttes de libération nationale.

## LA QUESTION COLONIALE : PROJETS CONTRADICTOIRES

« Tu sais pertinemment qu'aucune promesse ni proposition ne peut arrêter notre lutte si elle ne contient pas la reconnaissance sans équivoque de notre victoire ». Voilà ce que déclare le 26 avril, dans une adresse au soldat portugais, le Parti de l'Indépendance de la Guinée et du Cap Vert qui a proclamé l'indépendance le 24 septembre 1974. La volonté inébranlable des peuples de Guinée-Cap-Vert, du Mozambique et d'Angola, a porté des coups décisifs à l'ancien régime. Elle va mettre à l'épreuve celui qui est sorti du 25 avril. Deux projets, dès avant le coup d'état, n'étaient-ils pas en présence : celui de Spinoza et des monopoles portugais : une « fédération lusitanienne », néo-colonialiste. Celle des « capitaines », qui dans leur manifeste reconnaissaient « l'aspiration

profonde des peuples d'Afrique à se gouverner eux-mêmes ».

Plusieurs mois d'hésitations déboucheront sur la crise du mois de juillet : le nouveau premier ministre qui sort de la crise sera un militaire, peu connu à l'époque : Vasco Gonçalves. Spinoza est obligé, le 29 juillet, de prononcer la « reconnaissance immédiate du droit à l'indépendance » des peuples d'Afrique. Mais le colonialisme portugais essaie encore de sauver les meubles en Angola. Spinoza proclame sa volonté de prendre lui-même cette négociation en mains.

## SPINOZA TOMBE

Quelques jours plus tard, une nouvelle crise se noue. Le 28 septembre une manifestation de la « majorité silencieuse », expression employée par Spinoza lui-même, doit mobiliser la réaction. Le peuple se lève : à Lisbonne et dans tout le Portugal, des barrages se mettent en place. On fouille les voitures pour vérifier que des armes ne convergent pas sur Lisbonne. Dans le cours de la mobilisation, les soldats apparaissent aux côtés des masses : pour la première fois, on parle du COPCON, et de son chef, le général Otelo de Carvalho. Spinoza s'en ira trois jours après. La voie est désormais libre pour l'achèvement de la décolonisation.

Dans le cours de cette lutte les masses sont intervenues dès le 28 septembre : des manifestations ont été organisées à l'aéroport pour empêcher l'embarquement des soldats. D'autres ont parcouru les rues de Lisbonne, en soutien à la lutte de libération des colonies : les révolutionnaires se sont faits les porteurs de l'exigence de paix immédiate, d'indépendance pour les peuples colonisés.

## LUTTE DES CLASSES

Mais les contradictions sur la guerre coloniale ne sont pas les seules qui se développent au Portugal. Dans les premiers jours de mai, une vague de grèves déferle

dans les usines, Spinoza dénonce « toutes les formes d'anarchie ». Le PCP, a qui a été confié le ministère du travail, tient son rôle dans ce concert. Il découvre de prétendues « provocations » dans les grèves en cours. Il s'opposera même physiquement aux grévistes des postes. L'attaque de tous les partis gouvernementaux converge sur « les gauchistes ». Le 6 juin, Saldanha Sanches, Du Mouvement pour la Reconstruction du Parti du Proletariat (MRPP) est arrêté. Raul Rego, directeur socialiste du journal Republica, qu'on présentera plus tard comme le champion malheureux de la liberté de la presse, déclare : « Allons-nous être contraints d'instaurer une censure militaire pour qu'un peu d'ordre revienne ? ». A la mi-septembre, les travailleurs de la LISNAVE ont organisé une grande manifestation contre la loi anti-grève.

## LE 11 MARS 1974

Désormais, les contradictions internes au Portugal même occupent le devant de la scène. Le 11 mars, tentative de coup d'état organisée par Spinoza : quelques unités d'aviation et de parachutistes viennent attaquer le Régiment d'Artillerie Légère N° 1, réputé « régiment rouge ». Les soutiens escomptés de diverses casernes n'arrivent pas. Là encore, les masses se mobilisent : « les soldats sont fils du peuple ! Soldats toujours au côté du peuple ! » les parachutistes venus au RAL hésitent, se déclarent « trompés ». Pour la première fois, les soldats et certains officiers du RAL ont distribué des armes au peuple accouru à la nouvelle.

## IMPORTANTES MESURES ?

Nationalisation des banques. Celles de nombreuses entreprises suivra, un mois plus tard. En même temps, ce sera la proclamation d'une réforme agraire. Mais au profit de qui ? Déjà, depuis longtemps, les ouvriers agricoles du sud ont occupé de nombreux grands domaines. De la même

façon, la loi sur les occupations de maisons, plutôt qu'elle n'apporte une solution à la question du logement, vient tenter de limiter le mouvement des masses. Les coups portés aux monopoles ne seront pas non plus au profit des masses ; c'est le PCP qui en profite pour placer encore plus de ses hommes aux postes clés. Dès le lendemain du 25 avril, l'entreprise s'était engagée, avec la mainmise sur l'appareil syndical et municipal. Comme le disaient à l'époque les révisionnistes « les travailleurs entrent en possession légitime des installations syndicales ». Il aura fallu l'expérience pour que les masses découvrent que ces « travailleurs » là, membres d'un parti qui est passé en quelques mois de 5000 à 200.000 adhérents, plaçant ses hommes partout, n'ont pas grand chose à voir avec leurs espérances.

## PS - PC : LUTTE AU COUTEAU

Au fur et à mesure que cette désillusion se produit, d'autres contradictions vont en s'aiguissant : celles qui opposent le PS au PCP. Les projets ne sont pas les mêmes. D'un côté, construction d'un capitalisme d'état ; de l'autre, aménagement de la vieille structure capitaliste existante. Avec les intérêts extérieurs en jeu : tandis que la cinquième division de l'état-major, chargée de la propagande, tombée entre les mains du PCP, vante les mérites du « socialisme » made in URSS, Soares proclame de son côté que le Portugal « a des frontières avec les USA, avec l'Atlantique au milieu ». (sic !).



Tanks dans les rues de Lisbonne : depuis le 25 avril, l'armée est au cœur des batailles politiques.

dès le 1er mai, il se retire complètement du gouvernement ; le PCP, avec les officiers qui le soutiennent et ceux qui ne voient pas d'autre solution, se trouve seul au pouvoir.

## LES « NEUF » AU POUVOIR

Les manifestations qui se multiplient dans le nord du pays, au cours desquelles les sièges révisionnistes sont incendiés à qui mieux mieux, viennent sonner le glas de ses espérances. Personne, ou presque, ne se lèvera pour soutenir un parti déconsidéré. A l'intérieur des forces armées, un regroupement s'effectue : neuf officiers lancent un manifeste, visant à la fois « le totalitarisme » et « l'anarchie ».

C'est qu'entre temps, une assemblée générale du MFA a adopté un texte désignant comme structures de pouvoir les organisations mises en place pour les travailleurs, à la base, depuis le 25 avril : l'ennemi pour ces hommes est donc de deux côtés : le PCP d'une part, le mouvement des masses d'autre part, qu'il leur sera impossible de réprimer tant que « l'ordre » n'aura pas été rétabli dans les casernes, tant les soldats, et certains officiers, resteront plus enclins à se rallier aux masses en lutte qu'à faire contre elles l'usage de leurs armes.

C'est ce groupe des « neuf » officiers qui s'est imposé au mois de septembre au sein du MFA, à la grande joie de Soarès. Les deux adversaires provisoirement battus par eux restent cependant en lice : Achever d'un côté l'élimination du

PCP, parvenir d'un autre à mettre un terme à la lutte des masses, ce ne sera pas tâche aisée pour le major Melo Antunes et ses partisans.

Jean Lermet.

(à suivre)

politique

en bref...

BETHUNE : USINE SANS CHAPERON

Pour la première fois, un chef d'entreprise est arrêté et incarcéré pour la mort d'un travailleur. Le juge d'instruction Charette du barreau de BETHUNE, à l'issue de son enquête, vient de rendre public le chef d'accusation : homicide avec préméditation. Le travailleur assassiné était handicapé à handicapé à 60 % ; embauché comme intérimaire, il a été broyé entre deux wagons. CHAPERON, l'inculpé, fidèle aux explications des Charbonnages de France dont son usine est la filiale devait déclarer : «J'invoquerais la fatalité plutôt que les conditions de travail et de sécurité». La bourgeoisie s'est trop servie de cet argument pour excuser ses crimes: Les mineurs de Liévin, après la mort de leurs 42 camarades ont mis clairement à jour l'entière responsabilité du système capitaliste dans ces soi-disant accidents - les crimes du capital -. Il faut saluer l'attitude du juge Charette sachant ce qui est arrivé au Juge Pascal, c'est un acte de courage que vouloir dénoncer les crimes du capital lorsqu'on est magistrat.

Auvergne Giscard arrose le desert francais

Lundi, le président de la République assiste de manière impromptue à la séance plénière du Conseil Régional d'Auvergne, au Puy; mardi, Chirac assiste à celle du Conseil Régional Rhône-Alpes à Lyon. Les activités gouvernementales débutent cette semaine sous le signe des régions.

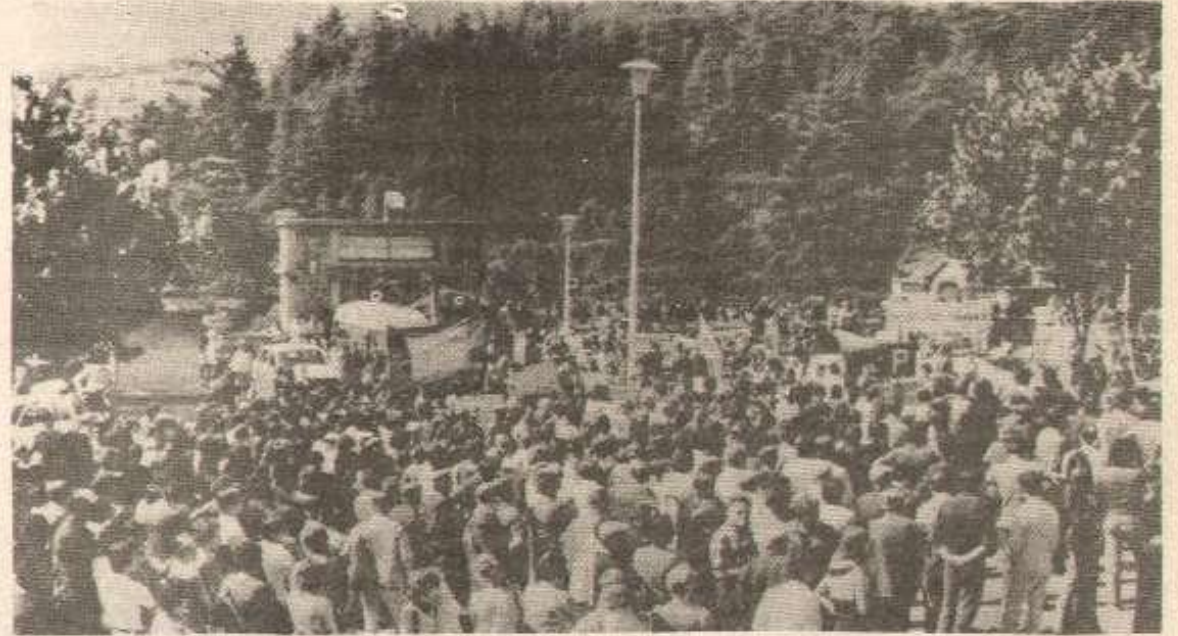
Au-delà de l'aspect spectaculaire donné à de tels déplacements, l'opération politique visée s'articule autour de trois axes essentiels :

- 1) La mise en place rapide du «plan de relance», la mobilisation psychologique et politique des élus locaux et régionaux, la volonté de rendre plus crédible la politique économique actuelle du gouvernement auprès des travailleurs,
2) tenter de couper court au mouvement populaire qui s'exprime sous la forme des revendications régionales, à l'exemple des récents événements corses, et briser les tentatives des partis de l'opposition de capter ces mouvements au profit du programme commun en avançant la revendication de l'élection au suffrage universel des conseillers régionaux. Revendications que reprend Chaban Delmas, candidat malheureux aux dernières élections présidentielles !

3) élargir et consolider l'électorat «républicain-Indépendant», tant vis-à-vis de son allié UDR que de l'opposition, notamment «radicaux de gauche» et PS, en favorisant dans la dotation des crédits, les régions relativement «calmes» au détriment des régions plus «difficiles» (Corse, Bretagne), les régions électoralement favorables à la majorité présidentielle au détriment de celles plus à gauche.

Dans cette perspective, le sens du voyage impromptu de Giscard, dans le Massif Central est clair. Le choix de cette région n'est pas purement sentimental et vise à constituer une clientèle politique giscardienne.

Les quarante mesures annoncées de manière tonitruante au Puy par Giscard vont tout à fait dans ce sens. Elles sont destinées à poursuivre la liquidation économique, autant que possible en douceur, de cette région - liquidation qui est déjà fortement entamée avec la fermeture de nombreuses entreprises type BOURGEOIS au Puy, les TANNERIES, les usines de textile .... En ce qui concerne l'agriculture, la politique de remembrement, de distribution des primes à l'orientation agricole, a été depuis quelques années mise en œuvre pour réduire le nombre de paysans pauvres et favoriser les paysans moyens. Cette politique a déjà rencontré une forte opposition de la part des paysans pauvres, notamment à Bouchet-St-Nicolas, en 1967. Cette politique de «désertification», c'est ainsi accompagnée de la distribution



de nombreuses «aides» indemnités, destinées à atténuer les conflits sociaux, à maintenir un semblant d'activité notamment en fonction de l'intérêt de la bourgeoisie locale, des petits commerçants victimes de l'exode des travailleurs vers St - ETIENNE, Clermont-Ferrand, etc... De nombreux petits capitalistes, sans envergure, véritables chasseurs de primes, ont proliféré dans cette région donnant lieu à des faillites frauduleuses et parfois même retentissantes, comme celle d'une entreprise d'YSSENCEAUX

créée sur le papier et qui avait la particularité de n'employer aucun travailleur! Sur ce fond de désertification, Giscard a visité Le Puy pour transformer le Massif Central en zone touristique, en développant des habitudes de dépendance aux aides gouvernementales, avec le souci d'atténuer les conflits latents depuis de nombreuses années, chez les travailleurs et les paysans. Les 690 millions sont destinés à la bourgeoisie locale et aux notables pour renforcer la clientèle politique Giscardienne.



FRED LIP: «Je suis pour la concertation» Il déclare de plus en parlant des travailleurs : «Un jour ou l'autre ils demanderont des comptes, il faudra bien leur en donner». Heureusement que les travailleurs de Lip n'ont pas conçu de ce côté là, un quelconque espoir, ils seraient aujourd'hui au chômage. fred LIP ne manque pas de souffle? lorsque l'on sait que durant le conflit, l'essentiel de ses activités a consisté à s'adonner à ses sports favoris. Bel exemple de «concertation»

Fabre a l'elysee
«Si je suis allé voir Monsieur Giscard d'Estaing, c'est parce que la démocratie peut et doit d'abord s'exprimer par un débat entre les parlementaires et les élus de la majorité et de l'opposition et non dans la rue, par des manifestations avec leur cortège de violences». Ce sont les raisons qu'a données Fabre, pour expliquer sa visite à l'Elysée. Il prétend ainsi désamorcer le mécontentement populaire en tentant de faire croire que le canal de la démocratie bourgeoise peut résoudre les «conflits» et qu'elle en est le seul moyen. Une telle mascarade et la publicité qui en est faite, en dit long aussi sur l'usure du pouvoir bourgeois et sur sa crise.

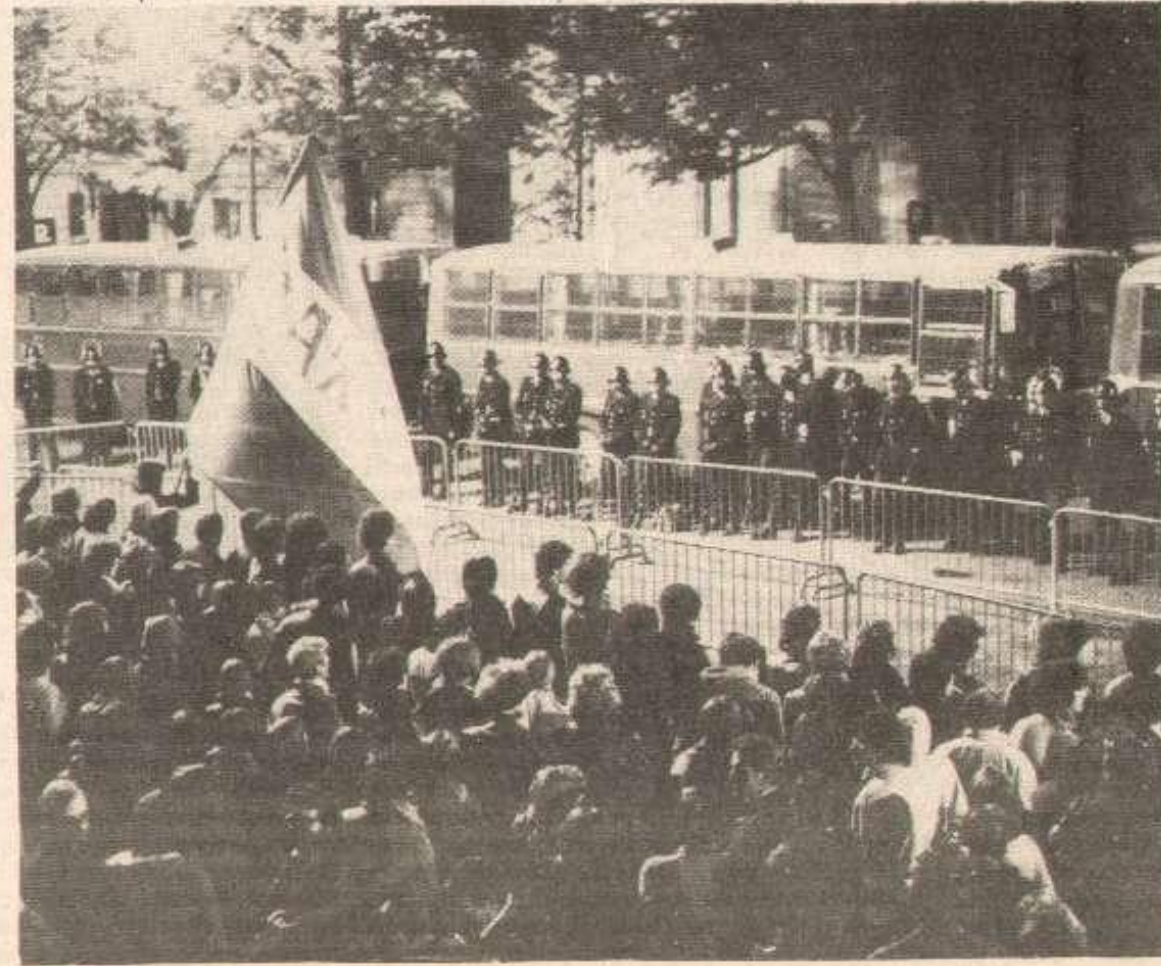
OÙ EST PASSE L'ARGENT ?

Le porte-parole de l'Élysée affirme que l'argent a été remis en main propre. Hissen HABRE prétend le contraire. MOREL, un beau geste ! Pendant ce temps, Françoise CLAUSTRE attend toujours.

A QUELQUES HEURES DU SHOW

A quelques heures du show CLAY-FRAZIER la presse sportive est désespérée. Le Parisien d'Amaury titre : «Clay va gagner au points»... et conclue : «Quel suspense !» L'Equipe se sent obligée de dire «Trop, c'est trop» et nous livre un point de vue enflammé : «Cassius est le moins fatigué ! On est loin du «Roi du monde». Pourtant il y a une semaine ils avaient pris en relai la mise en scène des deux milliardaires. Les injures échangées se sont répandues partout dans le monde. On se demandait si Cassius allait tenir le coup, avec tous les problèmes qu'il affrontait, le plus grave étant celui que posait sa femme jalouse. Et tout à coup : étonnement ; les journalistes s'aperçoivent que les masses y voient clair. La presse se retourne contre les comédiens, mais, c'est un combat d'arrière garde. Les travailleurs ne sont pas dupes. La bourgeoisie a fait un mauvais calcul ; un troisième match du siècle, ce qui représente 22 milliards de recette, mais pas ce qui va nous faire oublier la vie chère et le chômage !... Alors, si vous étiez d'équipe, cette nuit à 3 h 20 ; il faut espérer que vous lui aurez demandé une heure payée bien sûr, pour voir le combat et ainsi lui remonter le moral !

La campagne de presse que développe actuellement la bourgeoisie, à propos des incidents qui ont succédé aux manifestations populaires de solidarité avec les luttes des peuples d'Espagne connaît aujourd'hui une nouvelle escalade avec les déclarations récentes



du ministre de l'Intérieur Poniatowski : Déjà, la semaine dernière, aux journées d'études parlementaires de l'UDR, Chirac avait affirmé la volonté du gouvernement de réprimer fermement toute agitation sociale. Aujourd'hui, Poniatowski remet en cause l'exercice même du droit de manifestation. Après avoir fait l'amalgame entre la révolte, la haine des masses contre le régime franquiste avec les incidents largement amplifiés de samedi à Paris, rangeant tout cela sous le terme de «violences» ouvrant «la voie à l'anarchie» et à la dictature de droite et de gauche, Chirac et son ministre Poniatowski introduisent une subtile distinction entre «manifestation à caractère démocratique» et ces violences. Subtiles distinctions qui trouvent un écho favorable chez Mitterrand, ancien ministre de l'Intérieur sous la IV°, qui caractérise ces actes «d'imbéciles et coupables». Acette occasion la loi anti-casseurs est constamment évoquée. De plus, Ponia s'empresse de répondre à une lettre de M. Henninot, président de la fédération des PME à Paris, à l'occasion de l'indemnisation des victimes de ces incidents, laisse entendre qu'il pourrait récupérer les fonds nécessaires en se retournant contre les organisateurs des manifestations. Le sens d'une telle escalade est de plus en plus évident. Il s'agit pour la bourgeoisie de préparer l'opinion à un durcissement de la répression des mouvements de luttes des travailleurs. Ce n'est pas la récente déclaration des trois partis dits de «gauche», dénonçant seulement les provocations policières, qui désamorcera une telle campagne et attitude de la bourgeoisie. Seule la vigilance des travailleurs déjouera ces menées.

luttes

# IDEAL-STANDARD Aulnay sous Bois

**renforçons  
la lutte**

A nous d'engager la lutte



Aulnay/sous/Bois (78 000 habitants), les travailleurs d'Idéal Standard ont arrêté le travail depuis une dizaine de jours. Tout autour de l'usine, des inscriptions «Non aux 3 500 licenciements», sur la route aussi «Non à la liquidation» «Ponia = SS» rappellent que la bourgeoisie, depuis le début de la lutte, a essayé de s'opposer aux revendications des ouvriers, par la force, à maintes reprises.

**DES RÉDUCTIONS D'HORAIRES,  
800 LICENCIEMENTS EN 1974-75**

Idéal Standard à Aulnay, c'est 954 ouvriers, dont beaucoup de travailleurs immigrés, logés à proximité de l'usine dans des foyers. C'est aussi des conditions de travail dégueulasses «où on s'esquinte à longueur d'année». Les licenciements sont connus depuis longtemps, depuis octobre 74. La direction, depuis un an, a manœuvré pour virer les ouvriers «en douceur». «De nombreuses semaines ont été chômées depuis plusieurs mois, avec des pertes de salaire importantes. Avec une semaine de chômage par ci, une autre par là, la direction tendait à réduire les horaires à 35 h», nous dira un ouvrier. Des primes de départs volontaires ont été «offertes» par le patron aussi, pour inciter les gars à partir d'eux-mêmes. Mais cette tactique n'a rencontré que peu d'écho. Le patron a alors licencié 800 travailleurs dont beaucoup n'ont pas retrouvé de travail, certains habitant à Aulnay,

ville où les boîtes importantes comme Kodak ou Loréal (à côté) n'embauchent pas, d'autres habitant à plus de 50 km, dans de petits villages.

**AUJOURD'HUI, IL EST NÉCESSAIRE  
DE RENFORCER LA LUTTE**

Depuis une dizaine de jours, les travailleurs ont arrêté complètement le travail. Leur refus de la restructuration capitaliste, ils l'ont montré à plusieurs reprises, lors de manifestations, avec les travailleurs des usines de Dammarie et de Dôle. Le jour de la manifestation du 23, à Paris, ils étaient peu nombreux, nous dira un travailleur. Pourquoi? «Je ne sais pas, de toute façon, il faut bien reconnaître : à quoi cela a-t-il servi, hein? Quant aux pétitions, ils s'en fichent pas mal».

Tous les jours, les travailleurs sont rassemblés en AG. Ce matin, ils font le point. Les syndicats n'ont pas fait voter l'occupation, mais ils ont proposé de mettre en place des piquets de grève et de faire des tours de garde. Des travailleurs se sont proposés.

Les lettres de licenciements arrivent cette semaine, demain ou après-demain. Mais aujourd'hui, le temps presse, il est nécessaire d'amplifier la lutte, de ne pas attendre les lettres de licenciements, car sinon, c'est le chômage. Mais, «ce n'est pas irréversible, c'est une histoire de gros sous, à nous d'engager la lutte!»

Richard FEUILLET



**IDEAL STANDARD  
NON AU DÉMANTÈLEMENT!  
NON AUX LICENCIEMENTS!**

## en bref...

### LYON: grève aux Galeries Lafayette de la Part-Dieu

Aux Galeries Lafayette de la Part Dieu, les clients sont à la recherche d'une caissière ou d'une vendeuse.

Depuis vendredi après-midi, plus de 80 % d'entre elles, ainsi que des employés de manutention et des bureaux sont en grève :

- pour des salaires d'au moins 1 800 F, alors que la plupart gagnent péniblement 1 400 F

- pour une prime de 200 F pour chacun des «3 Jours J», alors que l'an dernier elle n'a été que de 250 F au total des 3 jours où les travailleurs des galeries doivent affronter la foule venue profiter de ses soi-disant prix «à vous couper le souffle».

A côté de ces revendications, le personnel dénonce aussi les nouvelles conditions de travail. Avec le transfert des Galeries à la Part Dieu, de nombreux employés doivent s'habituer à un nouveau travail, malgré l'affluence des clients. Des secteurs comme les entrepôts ont déménagé : ils sont à l'extérieur des Galeries, et tout y est si mécanisé que les femmes qui déballaient et emballaient les colis sont maintenant employées au magasin. «Ici, je suis en boucherie, un jour à un rayon, un jour à un autre, ou encore dans les bureaux à trier des papiers. Il faut toujours s'adapter à quelque chose de nouveau».

Les premières lignes du métro de Lyon convergeront vers le «Nouveau Coeur de Lyon», vers «le plus grand centre commercial d'Europe». Mais pour le moment, c'est deux ou trois bus que les employés des Galeries, nombreux à venir des banlieues populaires de la ville, doivent prendre chaque jour pour se rendre au travail.

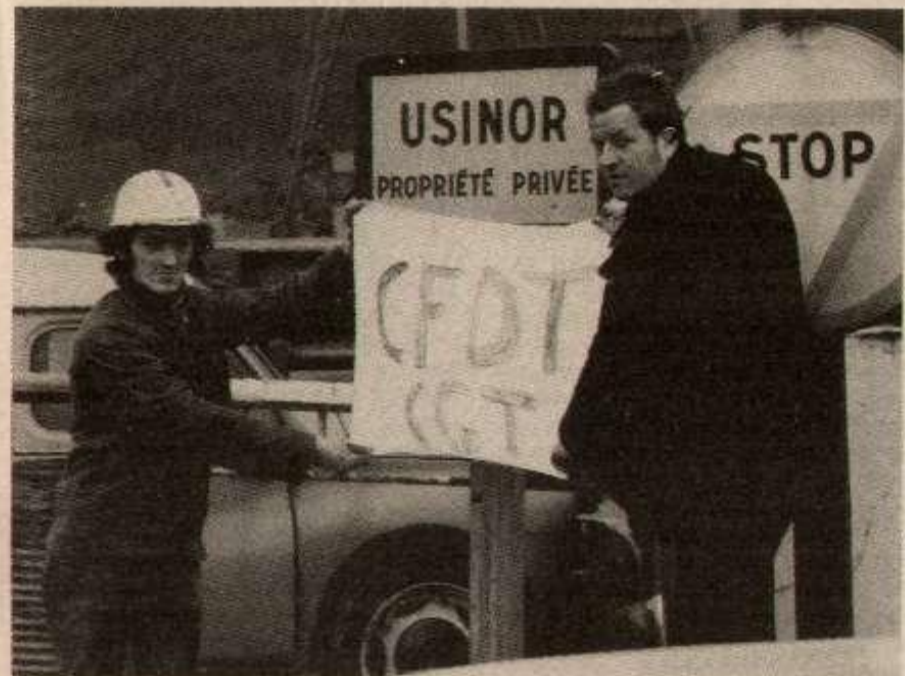
«Quand les Galeries étaient dans le centre ville, il y avait toujours un bus pour nous déposer à deux pas du magasin, et certains pouvaient même rentrer chez eux à midi». Aujourd'hui, plus question de rentrer chez soi, et depuis le 9 septembre, jour de l'ouverture du magasin, les travailleurs apportent leur gamelle. La cantine n'est pas terminée, elle ne fonctionnera que dans trois ou quatre semaines. Des conditions déplorables pour les employés, peu importe pour les patrons. L'essentiel, c'est que les caisses de leurs luxueux magasins continuent à se remplir. Mais les travailleurs des Galeries ne se laissent pas endormir par le décor grandiose de la Part Dieu. Ils sont déterminés à se battre pour des salaires décents et pour une véritable amélioration des conditions de travail.

Correspondant Lyon

# QUAND LES PATRONS DE LA SIDERURGIE RESTRUCTURENT...

Restructuration, redéploiement, pour les patrons de la sidérurgie, il s'agit de faire face à une chute brutale de la production, principalement dans les tôles minces destinées aux biens de consommation, au moment même où des nouveaux marchés, liés au développement de la recherche pétrolière ou aux nouvelles demandes des pays du Tiers Monde, se font jour. Pour les travailleurs, cela veut dire réductions d'horaire, chômage, baisse des salaires. Déjà dans plusieurs usines, ils ont engagé la lutte.

Comme nous l'avions annoncé hier, nos correspondants dans l'Est font ici le point sur leur région.



FOTOLIB/LEHR

Grève à Usinor en mai

## avec un travailleur de la sollac

René est travailleur à la SOLLAC ; il est délégué CFDT et syndicaliste révolutionnaire.

**- Comment expliquer les menaces de chômage partiel ?**

«Ce qui se passe, c'est que les patrons, à Sollac comme ailleurs, essaient de transformer leurs entreprises pour qu'elles soient concurrentielles dans la course aux marchés du Tiers Monde. Ils cherchent de nouveaux débouchés. Et le chômage, c'est un excellent moyen pour avoir de la main d'œuvre à bon marché et

docile. C'est la logique du capitalisme et, aujourd'hui, ils veulent faire payer leurs difficultés et le coût de leur redéploiement aux travailleurs. Après avoir touché les milliards du gouvernement, ils font du chantage : soit le chômage partiel, soit les licenciements massifs et collectifs.

**- Peux-tu préciser comment tu vois la lutte et ce que font les directions syndicales ?**

«Si ce chantage a, pour l'instant, fait hésiter les gars à entrer en lutte, c'est parce qu'ils sont laissés dans

l'ignorance. Les directions syndicales ne mènent pas ce travail d'explication. Un exemple : hier, je suis allé discuter avec les gars du service transport ; ils ont peur d'engager la lutte parce qu'ils pensent que le patron en profitera pour lock-outer et réembaucher ensuite ceux qu'il voudra. C'est vrai que c'est un risque à courir, mais la seule façon de l'éviter, c'est de partir, maintenant, tous ensemble. La section CGT, elle, envisage de faire débrayer les gars, service par service. Moi, j'appelle ça diviser. D'ailleurs, les gars le sentent et refusent de lutter dans ces conditions ; la meilleure preuve, c'est l'échec du 23 septembre.

La section CGT, je me demande d'ailleurs ce qu'elle fait : depuis plusieurs mois, elle fait planer la peur de 30 000 licenciements ; c'est peut-être vrai, mais la façon de le présenter, sans donner de perspectives de luttes, ça donne plus de crainte aux gars que d'esprit combatif. Moi, je pense que pour faire échec au patron, et pour que les gars suivent, il faut mener une action dure sur l'ensemble du groupe, avec des piquets de grève et discussions avec l'ensemble des travailleurs.»

**- Quelles sont les perspectives, aujourd'hui ?**

«Il faut discuter largement avec les travailleurs, bien montrer les mécanismes de la crise, discuter des arguments du patron, de ce qu'on ferait si on était au pouvoir, etc...»

Les patrons, eux, ne traînent pas pour organiser la psychose et semer la division par le racisme anti-étranger, anti-femmes.

Il faut expliquer que les semaines de chômage vont amputer largement les salaires des gars ; il faut faire reculer la propagande des patrons à ce sujet. Il faut à tout prix faire avancer cette éducation politique le plus vite possible parce qu'il faut profiter du mécontentement des travailleurs, pour avancer dans la lutte. Et ce que veulent les travailleurs, ça n'est pas des colmatages de brèches comme Marchais et Mitterrand, ni l'autogestion de la CFDT.

Ce qu'on veut, c'est une autre société.

Recueilli par Michel LORI

## VILLERUPT : le chômage partiel à la slv

La Société des Laminaires de Villerupt a annoncé l'arrêt des installations, du 21 décembre au 5 janvier. L'arrêt sera amputé sur les congés, pour une partie du personnel ; ceux qui n'ont pas de congés seront occupés à des travaux, à l'intérieur de l'usine, et cela, alors qu'en début d'année, la création d'un troisième poste avait été envisagée.

Dans les mines de fer, la semaine est réduite de 36 à 32 h.

Les travailleurs de la sidérurgie ne sont pas décidés à se laisser faire. En témoignent les réponses qu'a obtenues un reporter de Télé Luxembourg qui demandait aux travailleurs, à la porte de l'usine, ce qu'ils proposaient pour «gérer la crise» (ce sont ses propres termes) : «La crise, c'est aux ouvriers qu'ils veulent la faire payer ; nous on n'est pas d'accord pour se laisser faire».

Et, au sujet de l'abaissement de l'âge de la retraite :

«La retraite, il faut qu'on l'obtienne à 55 ans ; en plus, ça donnera du travail aux jeunes ; de toutes façons, c'est nous qui la payons notre retraite, tous les mois».

Correspondant Villerupt

## SAR : riposte aux licenciements

Les travailleurs de la Société des Acieries de Russange sont allés en délégation, à l'appel de la CGT, voir Drapier, député de Longwy. Porcu, dirigeant local du PCF, lui a remis une pétition portant une cinquantaine de signatures. Les travailleurs se sont rendus compte que ce genre d'action ne mène à rien, si ce n'est à voir la photo de Porcu dans le journal et que, seule la lutte paie.

Ainsi, lorsque, la semaine dernière, le patron a licencié, avant la date prévue de la fermeture de la boîte, 19 travailleurs (des grévistes, bien sûr), ce n'est pas Drapier que les travailleurs sont allés voir. Ils ont soudé les portes de l'atelier et n'ont pas lâché jusqu'à ce que le patron reprenne les 19.

Correspondant S.A.R.

**RAPPORTS  
DE TYPE NOUVEAU  
ENTRE LES  
ENTREPRISES  
CHINOISES**

L'Agence Chine Nouvelle indique qu'agissant tout à fait à l'opposé de la loi de la jungle qui régit les rapports entre les entreprises du monde capitaliste, les entreprises de Chine nouvelle socialiste, partant des intérêts généraux de l'Etat coopèrent avec désintéressement. Si une entreprise met au point une nouvelle technique, une nouvelle technologie ou un nouveau produit, elle n'en garde pas le secret mais le communique à d'autres entreprises sœurs. L'usine de construction mécanique de Changai a pris l'initiative d'aider les usines à transformer les équipements démolis, ce qui permet d'élever l'efficacité de production et d'économiser les investissements d'Etat. Si une entreprise a un besoin urgent d'une nouvelle pièce de rechange, une autre usine accepte la commande sans hésitation, même à perte, si ce nouveau produit exige une haute qualité et n'a qu'une faible vente. Les usines qui fabriquent de tels produits procèdent à des échanges d'expérience et s'entraident. L'Agence conclut : «Avec la propriété publique des moyens de production, les entreprises ont des intérêts fondamentaux communs. Cette coopération représente un rapport de type nouveau, celui de soutien et d'aide mutuels. Notre régime socialiste a ouvert de larges perspectives à la coopération socialiste».

**ROMANS  
POLICIERS  
DU «MONDE»**

Samedi dernier, «Le Monde» l'interrogeait sur la lutte qui est actuellement menée par les masses contre le bureaucratisme en Albanie. Il s'agirait d'une «épuration» renvoyant, quant au fond, à des querelles de «clans». Le clan Toxha s'opposerait au clan (imaginaire, mais qui néanmoins a toutes les sympathies du «Monde») favorable à une «libéralisation». Bref, l'Albanie, «bien qu'isolée du monde extérieur depuis trois décennies, est mûre pour des changements» (sic).

Voyons la réalité : l'«isolement», c'est la juste politique de l'Albanie socialiste pour préserver les acquis du socialisme, contre la pression capitaliste et révisionniste du monde qui l'entoure, et la pression bourgeoise intérieure héritée du passé qui n'a pas encore disparu. L'«épuration», c'est le retour à la base des cadres - à tous les niveaux - critiqués pour leur bureaucratisme par les groupes ouvriers qui appliquent ainsi la directive d'Enver Hoxha : «Il est indispensable de développer largement la critique et le contrôle des masses par en bas, que les masses expriment ouvertement et sans hésitation leur opinion ; de placer tous les cadres sans exception sous le contrôle des masses, de faire participer largement ces derniers à la direction des affaires de l'Etat. Parce que le bureaucratisme est une forme de pensée et d'action en opposition ouverte avec le peuple et ses intérêts vitaux... l'Etat des ouvriers et des paysans s'appuie sur les masses... ce sont les masses du peuple qui créent, qui édifient et transforment le monde et la société ; tout le mérite revient avant tout aux masses et non pas aux individus, si éminents, instruits et habiles soient-ils». Cela, les Messieurs du «Monde» ne le saisissent pas...

Camille NOËL

**CHINE 1'octobre 1949 :  
le quart de l'humanité se libérait.**

Le chemin parcouru, depuis le 1er octobre 1949, par la République Populaire de Chine dans la voie de la construction du socialisme demeure un acquis essentiel pour tous les peuples du monde. L'expérience des camarades chinois a pleinement confirmé qu'en comptant sur ses propres forces, un peuple pouvait se libérer de la domination étrangère, mais aussi de la dictature de la bourgeoisie, à condition de modeler sa politique sur les conditions spécifiques de la révolution dans son pays et de se doter d'un noyau dirigeant : le parti communiste. Ces conditions expliquent à elles seules le succès de la révolution chinoise : «Un parti discipliné, armé de la théorie marxiste-léniniste, pratiquant l'autocritique et lié aux masses populaires ; une armée dirigée par un tel parti ; un front uni de toutes les classes révolutionnaires et de tous les groupements révolutionnaires placés sous la direction d'un tel parti ; voilà les trois armes principales avec lesquelles nous avons vaincu l'ennemi».

**«LES SALVES DE LA REVOLUTION D'OCTOBRE»**

Les succès de la révolution d'Octobre trouvèrent de larges échos en Chine. De nombreux éléments jouèrent en ce sens : proximité géographique, situation internationale d'infériorité des deux pays, et surtout la politique internationaliste de la Russie soviétique qui renonça aux droits acquis par les traités impérialistes imposés par les tzars à la Chine. Cette dernière est alors traversée par un fort courant populaire anti-impérialiste, apparu le 4 mai 1919 contre les décisions unilatérales de la Conférence de Versailles (les concessions allemandes en Chine étaient «confiées» au Japon et non au peuple chinois). Devant l'ampleur du mouvement de masse, les groupes marxistes décident de s'unir : c'est le premier congrès du Parti Communiste Chinois, le 1er juillet 1921 à Changhaï.



Le socialisme, c'est l'enthousiasme des masses populaires

**«QUI SONT NOS AMIS, QUI SONT NOS ENNEMIS»**

Lénine, s'adressant aux représentants des organisations communistes des peuples d'Orient (1919), avait déclaré : «Sur la base de la théorie et de la pratique générales du communisme, il nous faut, en nous adaptant aux conditions spécifiques inexistantes dans les pays d'Europe, apprendre à appliquer cette théorie et cette pratique là où la paysannerie forme la masse principale, où il s'agit de lutter non contre le capital, mais contre les vestiges du moyen-âge».

Lénine insistait sur l'importance du mouvement paysan dans les pays dominés par l'impérialisme. Malgré la faiblesse du prolétariat industriel, les communistes devaient «assumer le rôle de conducteurs» et s'allier avec le mouvement démocratique bourgeois, mais «en

conservant toujours le caractère indépendant du mouvement prolétarien, même dans sa forme embryonnaire».

A la même époque apparaît le mouvement ouvrier chinois organisé : les grèves se multiplient, le PCC ayant créé un secrétariat des syndicats, elles non plus seulement pour objet des revendications alimentaires, mais - preuve d'une prise de conscience de classe - la journée de 8 heures, le 1er mai férié et la reconnaissance des droits syndicaux. En 1922, la grève des marins de Hong-Kong, amène, pour la première fois, une puissance impérialiste (l'Angleterre) à céder : Car le patron est souvent en Chine un impérialiste (Japon, USA, ANGLETERRE). Devant cette situation, le PCC adopte la politique de Front Uni, tel. que Lénine l'avait envisagé.

**«LE FRONT UNI»**

La Chine est un pays semi-colonial et semi-féodal. La première étape de la révolution chinoise est donc anti-impérialiste et anti-féodale ; son contenu, démocratique et national, nullement socialiste.

Dans cette étape, l'essentiel de la révolution est la lutte des paysans pour la terre et la tâche du prolétariat est de diriger la lutte de la paysannerie. La lutte armée est la principale forme de lutte dans la révolution chinoise, et l'armée majoritairement paysanne - est la forme principale d'organisation. «Tous les seigneurs de la guerre, les bureaucrates, les compradores et les gros propriétaires fonciers qui sont de mêche avec les impérialistes, de même que cette fraction réactionnaire des intellectuels qui en dépend, sont nos ennemis. Le prolétariat industriel est la force dirigeante de notre révolution. Nos plus proches amis sont l'ensemble du semi-prolétariat et de la petite bourgeoisie. De la moyenne bourgeoisie toujours oscillante, l'aile droite peut être notre ennemie et l'aile gauche notre amie ; mais nous devons constamment prendre garde que cette dernière ne vienne désorganiser notre front...»

**«LA REVOLUTION DEMOCRATIQUE BOURGEOISE»**

La défaite enregistrée par le mouvement révolutionnaire est due à la trahison de la révolution chinoise par «la clique réactionnaire à l'intérieur du Kuomintang». Cette clique a pris d'autant plus d'importance que, loin de la neutraliser, le PCC lui faisait des concessions : «Dans la dernière période de cette révolution, les idées déviationnistes de droite dans le Parti donnèrent naissance à une ligne capitularde». Ce qu'il faut mener, maintenant, c'est la révolution démocratique bourgeoise, contre les féodaux et la grande bourgeoisie liés à l'impérialisme et organisés dans le Kuomintang. Cette révolution «à pout tâche de renverser la domination de l'impérialisme et de son intrusment, les seigneurs de guerre, de réaliser la révolution nationale et d'accomplir la réforme agraire qui mettra fin à l'exploitation féodale de la paysannerie par les despotes locaux et les mauvais hobereaux».



Il faudra la sanction de la pratique pour que le PCC adopte cette politique. Le PCC, en mai 1927, suit Tchen Tou Sieou, pour mettre un frein à la confiscation des terres des propriétaires fonciers et des paysans riches, pour ne pas effrayer l'aile gauche du Kuomintang : Mais cette aile ayant écrasé les cadres communistes de Hankeou, le PCC adopte une ligne putchiste «cherchant, à coup de décisions administratives, en s'appuyant sur un petit nombre de membres du Parti et sur une fraction réduite de la population, à susciter toute une série de soulèvements locaux qui n'avaient pas la moindre chance de succès».

Après la sanglante défaite de la «Commune» de Canton (décembre 1927), la majeure partie des cadres du PCC rejoignent Mao Tsé Toung dans les monts Tsingking. Une république soviétique du Kiangsi y est proclamée, mais devant l'offensive du Kuomintang, elle doit être évacuée en octobre 1934.

C'est le début de la Longue Marche, qui se terminera, après des actes d'héroïsme inouïs (tel le franchissement du Dadu), à Yenan (fin 1936). Après avoir parcouru 12000 km, l'Armée Rouge a perdu 100 000 hommes (30 000 survivants). Depuis l'année précédente, le PCC est dirigé par Mao Tsé Toung. L'ultra gauche Li Li Sam, pour n'avoir pas appliqué la juste stratégie : «l'ennemi avance, nous reculons, l'ennemi recule, nous le pourchassons», avait refusé des replis tactiques. En sorte que ce ne furent pas quelques villages soviétisés qui durent être abandonnés, mais la base rouge du Kiangsi tout entière. Or, «la création et la croissance de l'armée rouge, des détachements de partisans et des régions rouges représentent, dans la Chine semi-coloniale, la forme suprême de la lutte paysanne dirigée par le prolétariat, le facteur le plus important capable de hâter l'avènement de

l'essor révolutionnaire dans tout le pays». L'Armée Rouge est «une organisation armée chargée d'exécuter les tâches politiques de la révolution ; outre les combats qu'elle doit livrer pour anéantir les forces armées de l'adversaire, elle assume d'autres tâches importantes : mener la propagande parmi les masses, organiser les masses, les armer, les aider à créer le pouvoir révolutionnaire».

**«DE LA DEMOCRATIE NOUVELLE A LA REVOLUTION CULTURELLE»**

Ce caractère de type nouveau de l'Armée Rouge, son amour du peuple et sa volonté réelle de lutter contre les Japonais, alors que le Kuomintang se préoccupait surtout de restaurer l'autorité des féodaux et compradores, et le programme de «Democratie Nouvelle» adopté par le PCC expliquent le ralliement du peuple chinois aux côtés de ce parti (ouvriers, paysans, petits bourgeois urbains, anti-impérialistes, et anti-féodaux).

L'étape actuelle de la révolution en Chine est une étape de transition qui va de la liquidation de la société coloniale, semi-coloniale et semi-féodale à l'édification d'une société socialiste, c'est le processus de la révolution de démocratie nouvelle», écrivait Mao Tsé Toung en 1939. «La fondation de la République Populaire de Chine en 1949 marque l'accomplissement pour l'essentiel de la révolution de démocratie nouvelle et le début de la révolution socialiste».

L'édification socialiste se fit nécessairement par étapes. De 1949 à 1952, l'économie chinoise est redressée, avec la création d'un secteur d'Etat socialiste ; on étend à tout le pays la réforme agraire, afin d'accomplir entièrement les tâches démocratiques. Puis la «transformation socialiste» touche les campagnes (la coopération agricole devint collectivisation agraire), et le secteur du commerce capitaliste, de l'artisanat, de l'industrie devient socialiste. En 1956, ces transformations sont achevées pour l'essentiel. En 1958, avec le «Grand Bond en Avant» et les communes populaires, «la ligne générale pour l'édification du socialisme» est lancée, brisant la division villes-campagnes, travail manuel travail intellectuel. Mais les masses populaires se heurtent à la pression interne de la bourgeoisie héritée du passé. «Bien que renversée, la bourgeoisie tente de corrompre les masses et de conquérir leur cœur au moyen de la pensée, de la culture, des mœurs et des coutumes anciennes des classes exploiteuses en vue de sa restauration. Le prolétariat doit faire face : opposer une riposte de front à chaque défi lancé par la bourgeoisie dans le domaine idéologique». Cette riposte, ce furent la rupture avec le révisionnisme, l'accentuation de la lutte de classe sous le socialisme, la Révolution Culturelle, et - aujourd'hui - la critique de Lin Piao et de Confucius.

La prodigieuse avancée du peuple chinois, de 1921 à 1975, sous la direction du PCC est pleine d'enseignements pour tous les peuples : La lutte du peuple chinois pour l'édification du socialisme a prouvé à tous les peuples du monde que le socialisme n'était pas une étape accidentelle dans l'histoire de l'humanité, qui devait immanquablement dégénérer à l'instar de l'URSS en un retour au capitalisme. En menant consciemment la lutte des classes sous le socialisme, pour chasser les influences bourgeoises partout où elles se manifestaient, le peuple chinois a montré que le socialisme était une réalité qui s'édifiait dans la lutte pour la réalisation des aspirations de la classe ouvrière et du peuple.

Camille NOËL

# LE LICENCIEMENT INDIVIDUEL



Le licenciement est un vieux privilège du patronat, qui témoigne de sa domination arbitraire sur les travailleurs. Mais les luttes des travailleurs ont permis de passer d'un arbitraire total à un commencement de contrôle sur les décisions patronales de licencier.

Il y a, en fait, deux grandes catégories de licenciement : le licenciement individuel, le licenciement collectif. Comme le sujet est vaste, il sera divisé en plusieurs parties qui paraîtront successivement dans le bloc-notes.

La procédure de licenciement a été modifiée par la loi du 13 Juillet 1973. Cette loi a été arrachée à la bourgeoisie par des dizaines d'années de luttes de la classe ouvrière contre l'arbitraire patronal.

Elle ne s'applique que dans les entreprises de plus de 10 salariés et pour les salariés ayant au moins un an d'ancienneté. Aussi voit-on souvent les patrons chicaner sur le nombre de salariés ou la notion d'entreprise. Les conventions collectives peuvent prévoir des conditions plus favorables aux travailleurs que la loi

## LA PROCEDURE

La loi a créé une procédure préliminaire qui fait qu'en principe le patron ne devrait plus pouvoir licencier sur le champ et par caprice.

1 - Il doit commencer par convoquer le travailleur qu'il a l'intention de licencier pour un «entretien préalable». Il doit le faire par lettre recommandée et avant le licenciement. Cet entretien est conçu pour permettre une conciliation et éventuellement éviter que la procédure n'aille plus loin. Cela est déjà arrivé, notamment si le travailleur démontre la fausseté des prétextes invoqués par le patron et montre sa détermination de se battre pour conserver son emploi. Le salarié peut se faire assister d'une personne de son choix, prise dans le personnel de l'entreprise (délégué du personnel, délégué syndical, ou tout autre travailleur).

2 - Après cet entretien, si le patron maintient son point de vue, il doit envoyer une lettre recommandée avec accusé de réception au salarié en lui notifiant qu'il est licencié. Il doit attendre au moins un jour franc (c'est-à-dire, en fait, deux jours) après l'entretien pour envoyer la lettre.

3 - Enfin, le patron est obligé de fournir au salarié licencié la ou les causes réelles et sérieuses pour lesquelles il l'a licencié. Auparavant, c'était au salarié de prouver que le patron avait abusé de son droit en le licenciant, qu'il avait agi avec une «intention de nuire» ou une «légèreté blâmable». Maintenant, c'est au patron de prouver qu'il n'a pas abusé de son droit, de fournir des motifs valables. Toutefois, ce n'est qu'un progrès relatif : le travailleur doit demander les motifs, on ne les lui donne pas automatiquement, et il n'a que 10 jours pour les demander. Le patron doit répondre dans les 10 jours.

Il y a donc désormais une procédure précise pour les licenciements. Dans le prochain article, nous verrons quelles sont les sanctions qui frappent le patron qui ne respecte pas cette procédure, puis ce que veut dire «causes réelles et sérieuses» du licenciement.

Yves BEAUMONT

# memoires et aventures d'un proletaire 3

## RESUME :

Embauché à 7 ans, chez un peigneur de laine qui le traite comme un esclave, Norbert se retrouve bientôt à la rue car son patron meurt ; après avoir survécu en revendant les épingles qu'il trouvait dans les ruisseaux, il est embauché au terrassement du canal reliant Reims à Strasbourg. C'est l'hiver et tout le monde travaille dans la neige et sous le vent.

Leur nourriture était insuffisante. A midi, la portion qu'on leur faisait payer quarante centimes, se composait d'une soupe grasse dans laquelle nageait un petit morceau de viande ; pour le soir, on leur donnait un ragoût de haricots ou de pommes de terre avec du mouton ; ils mangeaient, en moyenne, trois livres de pain par jour, on leur prenait vingt centimes pour le coucher ; le matin, ils avaient l'habitude de boire deux sous d'eau-de-vie blanche ; leur dépense journalière s'élevait à 1,70 F sans compter le vêtement. En hiver, ils ne gagnaient pas toujours leur vie à cause des pertes de temps occasionnées par la pluie ou le verglas. Les chambres à coucher de ces ouvriers consistaient en de grandes baraques en planches d'un pouce d'épaisseur, leur lit se composait d'une paille en paille de seigle et d'une couverture en coton ; il fallait être terrassier belge pour supporter ce régime par le froid qu'il faisait.

Leurs patrons étaient des tâcherons qui sous-traitaient aux gros entrepreneurs pour 1 000 à 2 000 mètres cubes de terrassement. Soit que ces petits entrepreneurs ne sussent pas calculer leur affaire, soit qu'ils fussent des fripons, ils n'arrivaient que rarement à payer leurs ouvriers à la fin du travail. Quelques uns même disparaissaient avec l'argent en sorte que les ouvriers perdaient leurs salaires et par contre-coup les aubergistes le prix de leur pension.

Les ouvriers ainsi volés essayaient d'abord de poursuivre leurs débiteurs, mais ces pauvres diables ne connaissaient rien à la chicane ; les ressources d'ailleurs leur faisaient défaut, et les gens de justice méprisent souverainement ceux dont ils sentent les poches mal garnies, bien que l'aisance dont ils jouissent n'ait d'autre origine que la sueur des travailleurs.

Peu d'entre eux dépassent la cinquantaine ; la plupart meurent de pleurésie entre 35 et 45 ans.

Je fus ensuite embauché dans une briqueterie où des familles entières sont employées. Pour faire les briques, on creuse la terre par bandes de trois mètres de profondeur sur un mètre de largeur ; cette terre est rejetée sur la gauche où elle s'élève en tas jusqu'à quatre mètres de hauteur. Ce travail était payé 70 centimes le mètre cube ; j'en faisais trois mètres par jour, mais un ouvrier habile pouvait aller jusqu'à huit mètres. Ce prix était impossible à dépasser, car les briques de bonne qualité se vendaient onze francs le mille.

Il y avait là une famille belge composée de six personnes qui préparaient le mortier et moulaient les briques qu'on payait trois francs le mille. Ces braves gens qui ne mangeaient que du pain et du café sans sucre, commençaient leur travail à trois heures et demi du matin pour le finir, dix heures du soir. Le gendre servait de mouleur ; deux enfants portaient les pièces ; la femme découpait les bavures, aidée de sa sœur ; ils confectionnaient ainsi jusqu'à trois mille briques quand le temps était favorable. Lors que les enfants ne marchaient pas au gré du père, il tombait sur eux comme un fou furieux et les rouait de coups. Les autres ouvriers le regardaient faire sans broncher comme si la chose était toute naturelle. Je me disais à part moi : «il paraît qu'en Belgique on a l'habitude de traiter les enfants comme des bêtes de somme». Cette réflexion me faisait presque oublier la rancune que j'avais vouée mon ancien patron Auguste.

Ce rude travail m'ayant provoqué des crachements de sang au bout de trois semaines, je fus obligé d'aller chercher un moins pénible.

A une demi-lieu du village, était installé un atelier d'équarrissage où l'on fabriquait du noir animal. Le directeur de cette maison se trouvait être un de mes cousins. Le travail n'y fut payé là six sous par jour avec un morceau de pain par dessus le marché à cause de ma parenté.

Nous étions en 1846. Le pain valait six sous la livre. Je cassais à l'aide d'une hache les os qu'on arrangeait bien régulièrement dans de grandes bassines pour les faire cuire. Je ne voyais aussi les débris de l'abattoir, qui étaient fort lourds et que je transportais avec une peine inouïe à deux cent mètres plus loin sur une brouette que j'avais encore plus de mal à renverser. J'avais alors treize ans, et je n'étais pas fort.

Cette usine comprenait deux cours. Dans la première, se trouvaient l'habitation du directeur, les magasins, fourrages et les écuries.

Les chaudières pour la cuisson de viandes et pour la fabrication de cirage, le moulin à mouler le noir animal et l'abattoir étaient relégués dans la seconde cour.

Rien de plus sinistre que l'aspect de cette dernière cour ; il s'y trouvait toujours de 60 à 80 chevaux de toute origine ; les uns ayant servi pour conduire les équipages de la haute bourgeoisie, d'autres provenant de camionnage ou de la campagne. Ces pauvres bêtes attendaient jusqu'à quinze jours leur tour d'abattage ; j'en ai vu qui fouillaient les entrailles de leurs camarades dépecés. Je leur portais parfois une poignée de foin et cachette ; mais que pouvait cette poignée pour rassasier tant d'affamés.

## télévision

LUNDI SOIR SUR ANTENNE 2

# les jours de la trahison

«Les jours de la trahison» a été réalisé en 72-73 par Otakar VAVRA ; metteur en scène tchécoslovaque. C'est une première critique portant sur le 1<sup>er</sup> épisode que nous publions aujourd'hui.

Ce que raconte le 1<sup>er</sup> épisode : Septembre 38, Hitler a décidé d'envahir la Tchécoslovaquie ; s'appuyant sur une intense campagne de propagande dans toute l'Allemagne, il s'adresse alors au gouvernement tchécoslovaque pour réclamer l'autonomie de la province des Sudètes, une zone frontalière du Reich dans le même temps que Konrad Henlein, nazi à sa solde, multiplie avec ses sbires les provocations dans le territoire même. Pour sonder les intentions d'Hitler et démasquer ses manœuvres, Benes, alors président de la république, accepte le principe de l'autonomie. Les nazis, un moment décontenancés, ne tardent pas à reprendre l'offensive. Au congrès du parti fasciste, Hitler déclare : «la Tchécoslovaquie doit être rayée de la carte». D'autre part, les provocations se multiplient entretenant dans la province un climat de terreur. Le gouvernement réagit alors en décrétant sur le territoire des Sudètes la loi martiale. Benes, voyant clairement le but poursuivi par Hitler demande

l'appui de ses alliés : la France et l'Angleterre ; seules l'Union Soviétique apporte son soutien, les deux autres pays menaçant de rupture diplomatique, si satisfaction n'est pas faite à toutes les «revendications» d'Hitler. Comme le disent les membres du Parti Communiste Tchécoslovaque, c'est une ligne de capitulation que Benes va appliquer. Pris entre les pressions de la France et de l'Angleterre d'une part et la montée grandissante du mouvement des masses en faveur de la mobilisation militaire d'autre part, il prend le parti de la démission.

L'épisode se termine sur une tentative des nazis de passer la frontière, provocation destinée à fournir des prétextes à l'envahissement.

## Une juste reconstitution historique des faits :

Alexandrov, auteur du livre duquel est tiré le film, a fait une reconstitution des faits quasi exacte. Rien n'est «caché». Les démarches que la France et l'Angleterre font auprès d'Hitler apparaissent clairement comme des affirmations de soutien, dans la lutte contre le Bolchévisme, que mènent les nazis. Les manifestations du peuple tchécoslovaque telles qu'elles sont représentées, attestent parfaitement de la situation politique du moment. On peut dire que tous les éléments historiques sont là pour nous donner de quoi comprendre et tirer les leçons de ces événements.

## Une reconstitution dénaturée par le révisionnisme :

Prenons un exemple : dans le même temps que la bourgeoisie française montre sa face pourrie, à travers les décisions qu'elle prend, son porte-parole s'émeut, tente de s'expliquer et nous amène à penser que, dans le fond, chacun suit sa route. Nous apitoyer sur la «fatalité» de la «politique», voilà la leçon que voudrait nous faire tirer Vavra. Dénaturer en son contraire le sens des faits qu'il rapporte, voilà ce à quoi il voudrait nous mener. L'Union Soviétique apporte son appui immédiat au pays menacé mais son ambassadeur ressemble aux chefs nazis.

A Prague, le peuple manifeste contre la façon dont la bourgeoisie prétend le défendre et réclame des armes ; pendant deux longues scènes, le réalisateur nous invite à collaborer à l'indignation de Benes.

## De ces productions révisionnistes, la bourgeoisie en a besoin aujourd'hui :

Les productions révisionnistes de ce type constituent aujourd'hui une solution de rechange très utile pour la bourgeoisie. Pouvoir duper les masses, en renforçant la façade libérale, cela demande de savoir s'appuyer sur la réalité, sans pour autant montrer la nécessité de sa transformation profonde. Cela les révisionnistes savent le faire «les jours de trahison» est un bon exemple en la matière.

## PROGRAMME

### MERCREDI 1<sup>er</sup> OCTOBRE

- TF 1
- 20 h 00 - IT 1 20 HEURES
- 20 h 35 - CECILE OU LA RAISON DES FEMMES - enquête - fiction en 4 parties d'Éliane Victor -
- 21 h 35 - PARIS 75 - variétés
- 22 h 35 - IT 1 NUIT
- A 2
- 20 h 00 - JOURNAL DE L'A 2
- 20 h 30 - MANNIX
- 21 h 15 - C'EST A DIRE - Fourcade doit y venir pour parler des prix et de la santé économique du pays.
- 23 h 30 - JOURNAL DE L'A 2
- FR 3
- 20 h 00 - PROGRAMMES REGIONAUX
- 20 h 30 - A LA REDECouverte DU CINEMA FRANÇAIS - film «MARTHE, RICHARD, ESPIONNE AU SERVICE DE LA FRANCE»

### JEUDI 2 OCTOBRE

- IT 1
- 18 h 45 - POUR LES JEUNES

- 21 h 25 - PROFIL - émission de J.-F. Chauvel - «ANTONIO DE SPINOLA»
- 22 h 25 - ALLONS AU CINEMA - émission d'André Halimi

### A 2

- 18 h 30 - JOURNAL
- 18 h 40 - PALMARES DES ENFANTS
- 18 h 55 - DES CHIFFRES ET DES LETTRES
- 19 h 45 - Y'A UN TRUC
- 20 h 00 - JOURNAL DE L'A 2
- 20 h 30 - MESSIEURS LES JURÉS - dramatique d'Alain Franck «L'AFFAIRE LAMBERT»
- 22 h 30 - VOUS AVEZ DIT BIZARRE... - émission de Michel Lancelot

### FR 3

- 18 h 55 - LES TITRES DU JOURNAL
- 19 h 00 - POUR LES JEUNES
- 19 h 20 - ACTUALITÉS REGIONALES
- 19 h 40 - TRIBUNE LIBRE
- 19 h 55 - FR 3 ACTUALITÉS
- 20 h 00 - ALTITUDE 10 000
- 20 h 30 - UN FILM, UN AUTEUR - «VIE PRIVÉE» - FILM FRANÇAIS DE Louis Malle (1962)

**international**

**pour la vengeance des 5**

**ESPAGNE**

Grève générale en Pays Basque, lundi et mardi. La plupart des entreprises étaient fermées, les commerçants ont laissé leurs rideaux baissés. Des manifestations dans la rue, à Eibar, banlieue ouvrière. Au chantier naval de Bilbao, les ouvriers ont dressé une barricade pour empêcher la police d'intervenir contre la grève. Partout, l'exemple héroïque d'Otaegui et de Txiki est vivant. Le récit de leurs derniers moments est maintenant connu largement. La mère d'Otaegui raconte : «Angel m'a dit d'être forte, de ne pas pleurer et de lutter contre le fascisme pour un Euskadi libre. Puis, il m'a juré qu'il saurait mourir en basque. Quand je l'ai revu, il était mort. Six balles en plein visage l'avaient défiguré». La sœur de Txiki raconte qu'il a refusé qu'on lui bande les yeux et qu'on lui lie les bras au poteau d'exécution. Il a affronté le peloton d'exécution en souriant et en chantant l'hymne patriotique basque. Leur courage et leur détermination sont ceux de tous les peuples d'Espagne.

**FRANCE**

Dans toute la France, le puissant mouvement de solidarité se poursuit. Des débrayages avec prise de parole dans de nombreuses usines, comme à Brandt Lyon ; 500 travailleurs ont signé des pétitions à Paris-Rhône. Dans les lycées, des manifestations spontanées de révolte à l'annonce du crime : A Blois, les internes ont organisé un sit-in et une manifestation dans le lycée ; au lycée Nord de Marseille, professeurs et élèves se sont mis en grève, à 10 H. Après un meeting, les grévistes se sont rendus en manifestation auprès des classes qui étaient en cours, pour leur demander de se mettre en grève.

De multiples manifestations de rue, enfin : Strasbourg, Rennes où 1500 personnes ont manifesté dans un quartier populaire, la population scandant les mots d'ordre des fenêtres. Caen, où se sont déroulés deux manifestations, 400 personnes avec les partis de gauche, plus d'un millier avec le FRAP, manifestation très combative avec de nombreux jeunes et des travailleurs immigrés espagnols.

**PARIS : le service d'ordre du P" C" F agresse les militants du FRAP et de l'ETA**

De nombreux manifestants sont révoltés «Le FRAP et l'ETA doivent être en tête» «Ils veulent arracher le drapeau basque, c'est insupportable» s'exclame une jeune fille. Aussi beaucoup défendent le drapeau d'Otaegui et de Txiki, repoussant les attaques du service d'ordre qui devra cesser sa provocation.

Le cortège autour du drapeau basque prend l'allure qu'il aurait dû toujours avoir sans l'agression du PCF : derrière les grands drapeaux on chante en basque, émuant hommage et ferme détermination de poursuivre le combat des camarades assassinés ; cortège salué par les applaudissements de la foule massée sur les trottoirs.

Un réfugié politique espagnol depuis 1939, dont le père a été assassiné dans les Asturies en 1934 dénonce : «Nous sommes nombreux à vouloir rejoindre le cortège du FRAP. L'agression du S.O. a empêché beaucoup d'entre nous d'être regroupés autour de notre drapeau. En Espagne les révisionnistes tentent de s'approprier les sacrifices du peuple, la mort de militants révolutionnaires pour se hisser eux-mêmes au pouvoir. C'est la même chose ici. Et en plus ils osent calomnier les militants qu'ils prétendent défendre

On se souvient de l'Humanité du 22 septembre «Le FRAP, un groupuscule dont l'activité en Espagne sert, bon gré, mal gré, davantage le franquisme que ses adversaires».

Plusieurs dizaines de milliers de personnes manifestaient, le 29 au soir, de la Bastille à République. La haine pour le franquisme éclatait partout dans le cortège. Mais, cette volonté unanime de saluer ensemble le combat héroïque des cinq du FRAP et de l'ETA a été combattue, dès le début, par le service d'ordre du PCF. Il a violemment agressé le cortège du FRAP et de l'ETA qui se tenait en tête de la manifestation et tenté de le rejeter en arrière de la manifestation. Le FRAP et l'ETA étaient séparés, empêchés de rejoindre les Basques regroupés autour de leur drapeau en milieu de manifestation. Le FRAP contournait alors le service d'ordre et se plaçait en tête de manifestation.

Au même moment, le service d'ordre du PCF tentait d'arracher les immenses drapeaux basques, déclenchant une bagarre qui durera près d'une demi-heure.

Place de la Bastille, le cordon de 50 révisionnistes tente encore de rejeter les révolutionnaires espagnols dans les bras de la police. Dans ses rangs, des hésitations se produisent chez ceux qui découvrent qu'ils n'ont pas eu à faire aux «étudiants de 68», comme le leur affirme un de leurs chefs, calomnier les révolutionnaires d'Espagne, les agresser tout en prétendant les défendre : c'est la logique intenable du parti révisionniste. Il nous faut au contraire affirmer clairement : «Leur combat est le nôtre».

Grégoire CARRAT



Le service d'ordre du P" C" F empêche les patriotes d'Espagne de prendre la tête de la manifestation (drapeau derrière)

**une militante du FRAP témoigne :**

Nous avons commencé hier à publier le récit de Mari-Luz Fernandès, militante du FRAP évadée des prisons franquistes, et de Virginia, également militante du FRAP.

Après avoir décrit les tortures subies lors de l'arrestation, elles parlent aujourd'hui des conditions de détention et de l'organisation politique dans les prisons.

Demain, nous publierons leur récit des luttes des prisonniers politiques.

C'est sur de tels aveux, avec des simulacres de procès, que Mari-Luz comme des milliers d'autres en Espagne a été envoyée en prison. Jusqu'en 1973, il y avait peu de femmes dans les prisons. Mais les femmes espagnoles, aujourd'hui plus nombreuses, souvent au premier rang, malgré le carcan de traditions religieuses, sociales, familiales. C'est le cas à Palomeras (Valleca, Madrid), où les femmes du quartier, par quatre fois, ont affronté la guardia civil pour empêcher une expulsion, c'est le cas à Barcelone, où les femmes de quartiers populaires ont pris d'assaut des dépôts d'huile pour protester contre la hausse de son coût.

**EVADÉE DES PRISONS FRANQUISTES**

**LES PRISONS DE FEMMES SONT PLEINES**

Les prisons sont pleines, les prisons de femmes aussi. Faute de place devant le nombre croissant d'arrestations, la prison de Carabanchel femmes, est installée dans une aile d'hôpital psychiatrique. Une des premières luttes à mener concerne la séparation des détenus de droit commun et des prisonniers politiques pour l'obtention de ce statut. Car pour le régime fasciste espagnol, il n'y a que des «délinquants à cause de leurs opinions».

La prison de Carabanchel est dans un état de saleté et de vétusté répugnant. Il y a un W.C. et 3 douches pour 60 prisonnières. Ensuite Mari-Luz a été transférée à Vesperias, soi-disant prison-modèle, à l'instar de celle des USA ou de la Suède, dotée de nombreux services sociaux, psychologiques... En apparence le cadre matériel de la prison est meilleur que celui de Carabanchel. En réalité, la plupart des services n'existent que sur papier. Mari-Luz raconte qu'à l'infirmerie on vous donne une pomme de terre sur un bout de papier sale, qu'une même aiguille sert pour une

quinzaine de personnes. Et de ce fait les enfants, car il y en a là-bas, ont tous des infections. Mais les fascistes, qu'ils soient flics de la DGS ou directeur soi-disant «humain» d'une prison, vous refusent des médicaments vitaux et quand vous allez voir l'oculiste pour des lunettes, il vous répond : «vous n'avez qu'à pas lire et vous reposer, d'ailleurs vous voyez assez bien pour vous conduire.»

Non seulement des vitres grillagées et séparées par un espace, isolent la prisonnière de sa famille, mais c'est là un modèle de prison fasciste-toutes les conversations sont captées par microphones, centralisées dans une salle et peuvent être interrompues à tout instant. Tout échange de lettres, de paquets avec l'extérieur est évidemment contrôlé : la nourriture qui arrive est passée au crible, réduite en bouillie pour voir s'il n'y a rien dedans !

**LA VIE POLITIQUE SE FAIT AUTOUR DE LA «COMMUNE»**

Cependant, le fascisme a beau multiplier les brimades, les vexations, imposer les conditions les

plus dures aux prisonnières, la vie politique n'en continue pas moins dans les prisons, intense et riche, si bien que la prison est souvent un lieu d'éducation politique. Les détenus sont strictement organisés : il existe des cellules du Parti communiste M.L. à l'intérieur des prisons, mais aussi des organisations de bases du FRAP. D'une manière générale la vie politique se fait autour de la «commune» et il y a dans la prison autant de «communes» que d'organisations. Celles du FRAP ont aussi des prisonniers indépendants» en accord avec sa ligne. Ces «communes» prennent en charge tous les aspects de la vie dans la prison, les luttes à mener pour telle ou telle revendication. Elles centralisent les indications pratiques pour résoudre les problèmes de santé, d'alimentation, souvent avec l'aide des médecins détenus ou à l'extérieur.

Mais surtout elles maintiennent constamment, par tous les moyens, les discussions politiques sur ce qui se passe dans la vie. Etant donné que toute information par les visites au parloir est impossible, des réseaux très complexes de communication avec l'extérieur sont mis sur pied. C'est là une des activités essentielles.

**en bref**

**FRANCO DECORE PINOCHET**

Alors qu'il envoyait à la mort les cinq du FRAP et de l'ETA, Franco décernait la Grande Croix du mérite militaire de l'Espagne, la plus haute décoration de l'armée fasciste espagnole. Les bourreaux se reconnaissent Pinochet comme Franco à massacrer des milliers d'ouvriers, de paysans, de gens du peuple, pour s'installer au pouvoir. Et pour se maintenir l'un et l'autre exercent une dictature sanglante.

**TCHAD : UNE BASE MILITAIRE**

Le Tchad, c'est la deuxième grande base militaire de l'impérialisme français, en Afrique, après Djibouti. Les accords de coopération du 11 août 1960 «reconnaissent aux forces françaises la libre disposition des bases qui leur sont nécessaires».

En vertu de cet accord, stationnement en permanence :

Les forces françaises de l'escadre d'Afrique Centrale (nom militaire du Tchad) soit le 6ème régiment inter-armes d'Outre-Mer (RIAOM), comprenant 615 hommes et 34 officiers. Rattachés au 6ème RIAOM, divers services : 246 hommes, dont 32 officiers. Au total, 1023 hommes incorporés dans la FFEAC : quinze hélicoptères H 34, trois Alouette II. Depuis le 1er mai 1973, douze hélicoptères SA 330 et 115 hommes ont rejoint la base de Fort Archambault au sud du pays, où se trouvaient déjà 25 hommes. 500 hommes se sont ajoutés en juillet 1973, et on parlait d'augmenter les effectifs jusqu'à 4000 hommes.

Les forces françaises de l'escadre aérienne du Tchad, stationnées à Fort-Lamy (base 172) : 675 hommes dont 81 officiers, dix NORD 8501, un C 160 (transport), huit AD 4 (appui aérien), bombardiers Nord Atlas, hélicoptères Sikorsky munis de canons Air-sol.

L'importance des forces aéroportées montre que ces troupes sont tournées directement vers le peuple tchadien. Mais elles peuvent intervenir en n'importe quel point de l'Afrique ex-«française». L'impérialisme français a transformé le Tchad en une base stratégique au cœur de l'Afrique néo-coloniale. C'est également une escale entre la France et Djibouti, qui permet à l'impérialisme français de se présenter comme une puissance en Afrique.

**ALLEMAGNE : PROCÈS SANS LES ACCUSÉS**

Les accusés du procès Baader-Meinhof ont été exclus des débats : une expertise médicale, les a jugés incapables à suivre les débats. C'est un nouveau pas dans la mise en place d'une démocratie musclée, dont s'inspire Poniatowsky.

Autre exemple pour Poniatowsky, la scandaleuse mesure pour de Darmstadt : «au cas où il existerait des INDICES que le locataire quitte le terrain de la loi fondamentale de la République Fédérale - notamment de l'ordre démocratique libéral - PAR LA PAROLE, L'ECRIT OU LE GESTE et nuit ainsi au bon renom du propriétaire» la fondation municipale géante d'immeubles se réserve le droit d'expulser le locataire sans préavis.